

Le Rappel Républicain

DE LYON

Samedi 4 Juin 1904

Deuxième Année. — N° 156

Journal Démocratique et Radical

ANNONCES
à Lyon, exclusivement aux bureaux de la Société de Publicité
à Paris, dans toutes les Agences de Publicité.

ADMINISTRATION et REDACTION : 4, Rue Stolla
Adresse télégraphique : RAPPEL RÉPUBLICAIN, LYON — Téléphone 15-59

ABONNEMENTS
Lyon et départements limitrophes : 5 fr. 50
Autres départements : 6 fr. 50
Étranger (Union Postale) : 8 fr. 50

LE DRAME D'AIX - LES - BAINS DEVANT LES ASSISES

FAITS DU JOUR

La Chambre a discuté une interpellation de M. Grosjean sur la propagande des doctrines internationalistes à l'école. De vifs incidents se sont produits.

Au Sénat, discussion de la proposition de loi de M. Gourju sur la responsabilité de l'Etat, en cas de troubles, dans les villes de Paris et de Lyon.

De graves désordres occasionnés par les grévistes dockers, se sont produits à Brest.

Un conflit aigu vient d'éclater entre Kouroupatkine et Alexieff à propos de la direction des opérations de la guerre.

Troisième journée d'assises pour le drame d'Aix-les-Bains. On a continué l'audition des témoins.

LES OPINIONS

LA LOI MILITAIRE

Tout le monde sait — ou à peu près — que la question de savoir si la défense nationale n'en souffrira pas, si la mobilisation n'en sera pas compromise, si l'armée n'y perdra pas une partie de ses effectifs, si le pays n'y récoltera pas un supplément d'impôts — ne mérite aucune attention. Beaucoup de députés sont de cet avis.

Il semble que le reste — c'est-à-dire la question de savoir si la défense nationale n'en souffrira pas, si la mobilisation n'en sera pas compromise, si l'armée n'y perdra pas une partie de ses effectifs, si le pays n'y récoltera pas un supplément d'impôts — ne mérite aucune attention. Beaucoup de députés sont de cet avis.

Nous voterons le service de deux ans, disait récemment M. Doumer dans son discours de Saint-Mandé, parce que le pays le veut.

Cela n'est pas douteux. On a créé un courant d'opinion favorable à la nouvelle loi, dont on a dissimulé les inconvénients en ayant bien soin d'en faire reluire tous les avantages. Besogne facile en somme. Le service militaire constitue incontestablement une très lourde charge. Vous offrez de l'allégier. Comment n'accueillirait-on pas votre proposition avec empressement ?

Demandez donc aux contribuables s'ils seraient heureux de ne plus payer que les deux tiers de leurs contributions. Leur acquiescement sera unanime. Reste à savoir si les services publics continueraient à fonctionner comme par le passé, si l'ordre serait toujours maintenu et si, l'Etat, privé d'une partie de ses revenus, mais obligé aux mêmes dépenses, ferait encore honneur à ses affaires.

De même, le pays veut la loi de deux ans à la condition expresse qu'elle tourne au profit du plus grand nombre et que sa sécurité n'en soit pas compromise. Je dois rendre à M. Doumer cette justice qu'il a invoqué cette seconde raison pour justifier son futur vote. Mais la condition dont je parle sera-t-elle remplie ?

Après la magistrature, la démonstration faite l'autre jour par le lieutenant-colonel Rousset devant la Chambre, il est permis d'en douter. « Cette loi, a dit le député de Verdun s'appuyant sur des déclarations antérieures du ministre de la guerre, sera très lourde pour les populations rurales, car le jour où vous aurez supprimé les congés que vous accordez annuellement, soit pour réaliser des économies, soit pour aider les cultivateurs en temps de moisson, soit pour des raisons personnelles ; le jour où vous aurez réduit ces congés à un chiffre fixé que la loi prévoit et qui ne pourra être dépassé, les cultivateurs, qui sont habitués à trouver auprès de leurs fils sous les drapeaux et au besoin auprès des autres soldats un concours précieux, seront singulièrement déçus en constatant que ces concours leur font défaut. »

Si la loi est appliquée dans toute sa rigueur, il est incontestable que le service de vingt-quatre mois, sans interruption d'aucune sorte deviendra plus pénible que celui de trente mois qui échoit aujourd'hui aux moins favorisés d'entre les recrues. Je ne parle que pour mémoire des récriminations que feront entendre les soutiens de famille et les dispensés au titre des écoles ou de l'enseignement, dont on double les obligations. Les premiers, nous l'avons rappelé bien souvent et M. de Lanessan, dans son contre-projet, la démontre avec des chiffres officiels, sont de beaucoup les plus nombreux. Et que vont-ils dire également les demi-bons et les malingres, versés, jusqu'à présent, dans les services auxiliaires et dispensés totalement de paraître au régiment en temps de paix, que la nouvelle loi enverra passer deux ans dans la caserne ?

La réalité, si le pays, comme on l'affirme, veut la loi de deux ans, c'est qu'il ignore les surprises désagréables que son application lui réserve. On peut ajouter qu'il ne se doute pas davantage des dangers que présente cette prétendue réorganisation de l'armée, au point de vue de la défense nationale. Avec une clarté saisissante et un grand courage, le lieutenant-colonel Rousset a dénoncé le péril où elle nous mènerait en cas de mobilisation.

Dans l'hypothèse, toujours plausible, d'une nouvelle guerre avec l'Allemagne, nous n'aurions que deux classes à opposer à l'armée forte, puissante, compacte, qui ferait irruption sur notre territoire, inopinément, soudainement, avant même que les relations diplomatiques soient rompues, avant peut-être, selon l'expression de l'orateur, que les ambassadeurs aient pris leurs passeports.

Les auteurs du projet de loi pensent que l'armée présente sous les drapeaux doit surtout constituer une école pour les réservistes. C'est le contraire de la conception allemande, qui ne songe qu'à renforcer cette armée de première ligne pour qu'elle soit, à tout instant,

propre à entrer en campagne sans avoir besoin de ses réserves. Comme l'a dit le regrettable capitaine Gilbert, les Allemands ne songent qu'à forger très solidement le marteau avec lequel ils frapperont le premier coup. Un général a écrit à ce sujet :

« Si nous ne prenons pas les mesures les plus sérieuses pour arrêter l'invasion dès le début, — et la première est évidemment l'organisation de l'armée sous les drapeaux, il nous faudra reporter bien en arrière notre concentration, abandonner toute la zone frontière avec des moyens de défense incomplets. La partie engagée sera aux trois quarts perdue. Ce n'était réellement pas la peine de travailler, de se préparer pendant trente-quatre ans pour arriver à ce lamentable résultat. »

Le lieutenant-colonel Rousset a montré, d'autre part, les impossibilités matérielles, les véritables énormités auxquelles on allait se heurter, notamment en ce qui concerne la cavalerie. On sait que déjà il est impossible de mobiliser tous les cavaliers réservistes et que la plupart d'entre eux sont versés dans l'artillerie ou dans le train. Or la nouvelle loi donnera à la cavalerie, pour ses onze classes de réserve, un contingent de 330.000 hommes qu'il sera impossible, matériellement, d'utiliser dans les armes à cheval. L'armée école instruira donc sans profit la valeur de dix corps de troupes qui, après avoir appris le maniement du sabre et de la lance, devront combattre à pied, le fusil à la main.

De telles anomalies condamnent un système. Elles ont fait sur la Chambre une impression profonde, mais qui s'évanouira parce que la majorité, entraînée par les internationalistes, glisse sur une pente et qu'en réalité la loi de deux ans n'est qu'un achèvement vers la suppression des armées permanentes et l'organisation des milices.

Nous pensons avec le colonel Rousset et avec tous les hommes de bon sens, que le système de recrutement actuel n'est pas sans défaut et qu'on peut chercher à l'améliorer par une répartition plus équitable des charges militaires. Le projet on discussion ne fera que les accroître en même temps qu'il affaiblira notre puissance. A moins que la question de principe étant adoptée, des amendements heureux ne viennent obvier à ses défauts, ce que nous souhaitons vivement dans l'intérêt de notre défense nationale.

Marcel GIRON.

INFORMATIONS

Paris, 3 juin.
LE ROI D'ESPAGNE EN ALLEMAGNE. — La Correspondencia de España dit que le roi Alphonse XIII se rendra à Berlin en septembre prochain et qu'il assistera aux manœuvres militaires et navales à Kiel, qui seront organisées en son honneur par Guillaume II.

AMENDE HONORABLE D'UN EX-SOUVERAIN. — Ham-Chi, ancien empereur d'Annam, exilé en Algérie, écrit au Figaro déclarant qu'il a été plus avancé dans la vie que le roi de Chine. Il se rendra à Berlin en septembre prochain et qu'il assistera aux manœuvres militaires et navales à Kiel, qui seront organisées en son honneur par Guillaume II.

OSÈQUES RELIGIEUSES DE M. BOURGEOIS. — Ce matin à Saint-Clément ont été célébrées les obsèques de Mme Léon Bourgeois, femme de l'ancien président de la Chambre,

décédée le 30 mai dans une maison de santé où elle avait été transportée pour y subir une opération douloureuse.
M. Loubet était représenté MM. Combes, Vallé, Brisson, tous les ministres présents à Paris ; MM. de Selves, Lépine, les députés de Seine-et-Oise et de la Marne, ainsi que de nombreux membres du Parlement y assistaient.
De nombreuses couronnes avaient été envoyées.
Après la cérémonie religieuse, le cercueil a été déposé dans le caveau de l'église.

DÉSORDRES A BREST

Brest, 3 juin.
De nouvelles scènes de violence ont eu lieu ce matin. L'Union Ship's Farmer, Compagnie qui fait le service des fraises entre Plougastral et Southampton, avait fait appel à 40 paysans de Plougastral pour procéder au déchargement du bateau L'Elan, chargé de charbon et devait repartir avec des fraises.
Les dockers ont entouré les paysans de Plougastral et les ont brutalisés. La gendarmerie à cheval a repoussé les dockers dont un a été blessé. Il y a eu deux arrestations de portefaix pour jets de cailloux aux gendarmes.
Une bande de dockers a entouré l'armateur Chevillotte et a dansé la Carmagnole autour de lui. Il a été déposé par la gendarmerie. Les dockers se sont rendus aux halles et ont voulu empêcher toute vente. Mais la force armée est intervenue.

La Guerre Russe-Japonaise

KOUROPATKINE ET ALEXIEFF
Paris, 3 juin.
De Saint-Petersbourg à l'Echo de Paris :

Les revers subis par les Russes ont agité la intelligentsia entre Alexieff et Kouroupatkine. Le premier désire secourir Port-Arthur, qui lui semble une base indispensable pour la flotte, le second estime qu'il ne peut pas abandonner la position très forte de Liao-Yang pour se porter au secours de la forteresse par une longue marche de flanc. Kouroupatkine estime que Port-Arthur doit se défendre lui-même et qu'au surplus sa chute n'aurait pas d'importance.
N'ayant pu se mettre d'accord dans la conférence qu'ils eurent récemment à Moukden, les deux grands chefs envoyèrent des rapports au Tsar et lui demandèrent de trancher leur différend. Le Tsar réunit un grand conseil de guerre auquel assistèrent les ministres de la guerre, de la marine, de l'intérieur, et qui dura plusieurs heures.
Le correspondant croit savoir qu'à la suite de cette délibération, Kouroupatkine aurait reçu l'ordre d'essayer avec prudence de dégager Port-Arthur. L'argument des marins aurait été pris en sérieuse considération. On aurait tout compte aussi du danger qu'il y aurait eu à laisser en l'état la forteresse de Port-Arthur, qui était devenue une menace pour la marine, de l'intérieur, et qui dura plusieurs heures.

Le correspondant croit savoir qu'à la suite de cette délibération, Kouroupatkine aurait reçu l'ordre d'essayer avec prudence de dégager Port-Arthur. L'argument des marins aurait été pris en sérieuse considération. On aurait tout compte aussi du danger qu'il y aurait eu à laisser en l'état la forteresse de Port-Arthur, qui était devenue une menace pour la marine, de l'intérieur, et qui dura plusieurs heures.

REFUS D'ÉCHANGE DE PRISONNIERS

Saint-Petersbourg, 3 juin.
Le général Kuroki a fait proposer récemment à Kouroupatkine un échange de prisonniers. Kouroupatkine a refusé catégoriquement.
On active de plus en plus l'expédition de renforts. Le transsibérien transporte maintenant chaque jour 6 bataillons.

AUTOUR DE LIAO-YANG

Londres, 3 juin.
Une dépêche de Niu-Tchouang au Daily Mail dit que le général Stalkenberg, avec une armée de 14.000 hommes, s'est avancé de Liao-Yang sur Ouan-Feng-Ting. C'est dans le voisinage de cette dernière localité que des combats d'avant-postes ont lieu depuis le 30 mai.
Un grand nombre de Koungouhous se rassemblent sur les collines situées au nord-est de Liao-Yang. Ils ont l'intention de se diriger au nord de Moukden et de couper la voie ferrée pour isoler les troupes russes.

LE DRAME D'AIX-LES-BAINS DEVANT LES ASSISES

Troisième journée. — Suite de l'audition des témoins. Le « Demi-Siphon ». — Les incidents. — Autour des audiences. — Impressions diverses.

(DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL)

Chambéry, 3 juin.

Troisième Journée

L'AUDIENCE

AUDITION DES TÉMOINS

Toujours grande affluence de public. L'intérêt ne faiblit pas. A huit heures, chacun est à son poste. Le défilé des témoins continue.

M. Hamard, chef de la Sûreté à Paris, dit que rien ne lui a été épargné au cours de l'affaire. Au milieu de l'étonnement général, il déclare un véritable discours sur un ton solennel. Le président le prie de parler de l'affaire.

Lorsque j'ai reçu la déposition de la fille Champion, j'ai fait rechercher la Giriat, je l'ai fait venir dans mon cabinet et m'a raconté ce qui s'est passé ; elle m'a avoué avoir été au courant du vol.

J'ai arrêté Bassot et l'ai confronté avec Giriat. Cela a été émouvant. J'ai perquisitionné chez Ladermann et j'ai trouvé son chapeau et sa canne.

M. Hamard raconte l'arrestation de Bassot chez Pierrette Renaud.
D. — Que pensez-vous de Pierrette Renaud ?
R. — C'est une fille galante, vivant uniquement de la blancherie.

D. — Et la Champion ?
R. — La Champion est tombée au dernier degré de la société.

D. — Et Bassot ?
R. — Bassot est un vivant, un joueur et un souteneur.

M. Bergougnoux. — Quand M. Hamard a fait arrêter Bassot il n'avait reçu encore aucun avis de la Giriat.

Le témoin, mai j'avais des preuves morales suffisantes.
M. Bergougnoux. — Quelqu'un vous avait-il parlé de Bassot comme pouvant être coupable ?

Le témoin. — Oui, la Champion d'abord, puis d'autres personnes que je ne veux pas nommer.

Donzelot, brigadier de la Sûreté à Paris. — Sur une question du président, il donne les renseignements suivants sur la Giriat :
« Giriat, depuis quelques années, était sans ressource. Lorsqu'elle est partie avec Fougère, à Aix, elle n'avait même presque pas de vêtements. »

D. — Savez-vous pourquoi Fougère s'est dévoué à prendre une dame de compagnie ?
R. — Fougère était devenu amoureux à la suite d'assassinats de demi-mondaines.

On décide de ne pas entendre M. Michel secrétaire de M. Hamard, et on rappelle l'agent Donzelot auquel M. Bergougnoux demande s'il est bien vrai que la Giriat ait déclaré devant lui à M. Hamard qu'elle était venue auprès de la Champion d'être complice du crime. Donzelot répond affirmativement.

d'ouvrier tailleur et n'ayant jamais subi de condamnation.

M. Bergougnoux. — M. Briottet a dit que Bassot était un souteneur. De quelle femme recevait-il l'argent ?

Le témoin. — D'abord de sa maîtresse, Pierrette Renaud, et puis d'autres dont j'ignore les noms, mais que mes agents connaissent.

L'avocat demande ensuite à M. Briottet pourquoi il considère le Comptoir financier comme un établissement de dupes et s'il peut citer les noms des personnes dupées.

Le sympathique chef de la Sûreté lyonnaise répond qu'à Lyon c'était Popinot de tout le monde.

Pierrette Renaud « Demi-Siphon »

Félix Denève, 51 ans, tailleur à Lyon, employé comme ouvrier César Ladermann pendant plusieurs mois. C'était un bon ouvrier. Le 10 septembre César est parti à Vichy appelé par une dépêche urgente pour une affaire de jeu, disait-il. Après une deuxième absence pour Vichy César revint chez le témoin le lendemain du crime d'Aix.

En plaisantant et sans aucune arrière-pensée je lui dis : Tiens le voilà de retour. Je parle que c'est toi qui as assassiné Fougère ! car j'avais lu le récit du crime dans les journaux.

Au sujet de la dépêche contenant les mots *urgence extrême* adressée par Bassot à Ladermann et dont, d'après Bassot, les termes lui en auraient été dictés par César lui-même pour obtenir l'autorisation de M. Denève. Ce dernier déclare que cela était inutile César faisait ce qu'il voulait chez lui.

Pierrette Renaud (Demi-Siphon), Paris (voir mouvement de curiosité).

J'ai connu Bassot il y a trois ans au moment où il était directeur du Comptoir financier. J'ai vécu en commun avec lui en 1902.

D. — De quoi vivait votre ménage ?
R. — Bassot avait de la vente au détail.

D. — Et vous, vous faisiez votre métier. (Hilarité.)

Le témoin ne répond pas...

D. — Combien dépensiez-vous à Vichy lorsque vous habitiez dans cette ville avec Bassot à la villa Orphée ?
R. — 20 fr. de pension par jour.

D. — A l'instruction vous avez dit 50 fr.
R. — Il y avait les frais à côté, café, casino, etc. (Rires.)

D. — Et vous aviez combien d'argent lorsque vous étiez venus ?
R. — 100 francs environ (rires).
D. — Et après ?
R. — J'ai emprunté de l'argent.

FEUILLETON DU « RAPPEL RÉPUBLICAIN » du 4 Juin 1904 — 3 —

MARIAGE SECRET

Paul BERTIN

PREMIÈRE PARTIE

COMME UNE ÉPÉE

Le Charme du Réve

— Ah ! répondit-il d'une voix profonde que faisait vibrer une étrange émotion, répéter devant le prêtre, c'est par toi d'abord ; c'est par toi seule, dans le silence de cette nuit si douce, si pure, si pleine de mystère... c'est toi que je veux qu'il soit entendu...

étoiles son front sembla devenir plus pâle, ses yeux noirs se voilèrent sous leurs longues paupières... Et quand ses lèvres défilantes répondirent au baiser qui les cherchait, leur pourpre aussi s'était décoloré.

C'est Roland, le premier, qui s'arracha au charme de la nuit et déjà la bas...

Dans la vieille église dont maintenant on avait fermé la porte massive, deux cierges allumés sur l'autel éclairaient à peine un groupe confus, dont les ombres vacillantes s'allongeaient d'un bout à l'autre sur les dalles du sol.

Le prêtre sortit enfin de la sacristie. C'était un homme dans la force de l'âge, grand, osseux, au teint olivâtre, avec des yeux ardents enfoncés sous d'épais sourcils.

Il chercha du regard, dans la pénombre où se confondaient avec leurs témoins ceux qui réclamaient son ministère.

— Senora Manuela Castéras, est-ce votre volonté d'être à cet homme une épouse aimante, obéissante et fidèle, une jusqu'à la mort, avec lui, dans la foi de vos pères ?

— Oui, padre, répondit la voix oppressée de la jeune fille.

Et que Dieu, ajouta-t-il en soupirant, que Dieu nous pardonne à tous si, croyant agir pour le salut des âmes, nous avons péché par erreur ou par faiblesse.

La cérémonie rituelle était terminée. Le curé Padilla, suivi des nouveaux époux et de leurs témoins, se dirigea vers la sacristie. Il tira d'une sorte de casier grossièrement menuisé un énorme in-folio, celui qui, de temps immémorial, constituait l'unique état civil de la paroisse de Rio-Frio.

De sa grosse écriture, il transcrivit la mention de la cérémonie qu'il venait d'accomplir. Puis, après l'avoir lui-même datée et signée :

— En vingt-cinquante, padre. — Et, pour couper court à d'interminables remerciements, ils se hâtèrent de sortir.

— Roland, mon Roland ! — Ma Manuela adorée !

Des félicitations, des adieux échangés dans l'ombre, une dernière étreinte de ceux qui, désormais, auront le droit de s'aimer... un groupe qui disparaît dans la nuit, deux officiers qui restent seuls, silencieux.

Un tout cela ressemblait maintenant à un rêve... Tout cela était une réalité.

L'horreur du Réve

uns après les autres, s'embarquaient à la Vera-Cruz pour le retour.

— Bientôt — demain peut-être — ce serait la tour de cet escadron de chasseurs d'Afrique qui assurerait encore les communications entre Mexico et les troupes en retraite.

Ce jour-là, Manuel s'échappait et elle gagnait la Vera-Cruz par la route dont nos dernières troupes garantissaient le peu près la sécurité.

La, c'était l'émancipation, la liberté... le droit de proclamer enfin cette vérité dont elle était si heureuse et si fière.

C'est ainsi qu'on atteignit le mois de mars.

— Ah ! dix fois plus nombreux, peut-être.

Dans l'église alors !... C'est dans l'église en effet, le viel édifice aux murs épais et aux portes massives que, dès le premier jour, on avait décidé de tenir contre un ennemi supérieur en nombre, pendant qu'on attendait l'arrivée du gros de l'escadron, cantonné en arrière.

Avec la rapidité d'une manœuvre familière, on voyait à présent les chasseurs faire gravir à leurs petits chevaux d'aux les marches du portail ouvert à deux battants.

Puis, quand le dernier cavalier fut franchi le seuil, les lourdes portes se refermèrent. Il y eut dans l'église, quelques instants de brouhaha, — et presque aussitôt on put voir les hautes fenêtres, les lucarnes et les trous de la toiture, les jours du clocher — toutes les ouvertures — se garnir de chasseurs dont les mousquetons brillaient au soleil... en même temps que, sur la route, un petit groupe de cavaliers filait au triple galop ; estafettes qui allaient quérir du renfort.

Et l'engagement commença. Il avait lieu, dans la nuit, dans une atmosphère, numérique, avec un ennemi invisible, élan, sans paraître s'en soucier du feu nourri qui faisait tomber les hommes comme s'ils eussent été des paille.

D. — Pourquoi n'êtes-vous pas parti. R. — J'avais un ami à Vichy.

Bassot interpellé par le président explique que son départ de Vichy le jour du crime d'Aix est une simple coïncidence.

L'interrogatoire de Pierrette Renaud continue. Elle dit qu'elle a connu Ladermann à Lyon comme ami de Bassot et donne des explications sur les inscriptions contenues dans un petit carnet de poche lui appartenant et qui fut trouvé chez Bassot.

A part la curiosité qui s'attache à la personnalité de Demi-Siphon, l'audition de cette insignifiante compagne de Bassot ne présente absolument aucun intérêt.

C'est une véritable déception pour beaucoup.

L'audience est suspendue pendant 20 minutes.

A la reprise de l'audience Pierrette Renaud est rappelée et le président lui fait placer devant les yeux une lettre en lui demandant si elle reconnaissait l'avoir écrite.

Pierrette Renaud. — Non, ce n'est pas mon écriture.

Le président. — Bien, retirez-vous.

Ce petit incident provoque une certaine émotion.

Antoine Darcel, 34 ans, géomètre à Aix, ami de César Ladermann a rencontré à Aix César au mois de septembre 1903. César lui a dit qu'il avait une bonne place à Lyon et qu'il était venu à Aix pour des affaires de commerce.

Il donne des détails sur les vêtements du Costaud.

Mme Capemont, 34 ans, 13, rue Cousin à Paris, a été la propriétaire de Giriat qui lui a déclaré qu'il venait en 1902 ou lui avait proposé d'assassiner Eugénie Fougère.

Giriat. — Jamais je n'ai tenu ce propos.

Le témoin. — Si et vous avez précisé certains détails.

Giriat. — C'est faux.

Le témoin. — Je jure que c'est la vérité !

Mme Maria Delage, 30 ans, employée de Commerce à Paris. Cette dame est la sœur d'Eugénie Fougère. Elle a rencontré Giriat chez sa sœur. Giriat lui a produit une très mauvaise impression, elle était hypocrite et flatterait toujours.

Un jour Eugénie Fougère lui fit part de ses craintes. Elle avait été suivie à Vichy un soir, par deux hommes et une femme.

Sur une question du président elle dit que sa sœur a fait en avril 1903, un versement de 4.000 francs à la maison Paquin, sur une facture de 7.500 francs. Le témoin donne ensuite certains détails sur les bijoux de sa sœur.

Mme Blanchonnet, tenancière de l'Hotel de la Marine, à Paris. — César Ladermann est allé loger chez le témoin à partir du 25 septembre jusqu'au 17 octobre 1903. Il a bien payé sa chambre et le témoin n'a rien remarqué d'anormal dans ses allures. César n'a reçu aucune femme chez lui pendant son séjour à l'hôtel.

Virginie Monnard, 40 ans, fille de brasserie, à Paris. Ce témoin connaissait César Ladermann. Il est venu avec Bassot à la brasserie, après le crime et lui a dit qu'il avait hérité de sa mère.

Charles Deloye, 42 ans, garçon au Grand Café, boulevard des Capucines à Paris, connaissait Bassot comme client. Quelques jours avant son arrestation, Bassot est allé au Grand Café prendre une consommation. Il a fait changer un billet de cent francs. Le témoin a remarqué que Bassot avait 7 ou 800 francs dans son portefeuille.

Arsène Avezon, 18 ans, garçon au même établissement, a vu Bassot trois jours avant son arrestation, a remarqué également que Bassot avait un certain nombre de billets de banque dans son portefeuille.

M. Berthoulioux. — A quelle distance le témoin se trouvait-il de Bassot.

Le témoin. — Je passais devant lui pour mon service.

Bassot. — Je ne suis pas allé au Grand Café, 10 jours avant mon arrestation.

Le témoin. — C'est, il y a trois jours avant l'arrestation.

Bassot. — Il y a certainement confusion. Il est si intéressant de tressasser.

Pierre Cotte, 55 ans, tisserand à Neuville, a travaillé au mois de novembre et décembre dernier avec Robardet. Il a remarqué que ce dernier lisait assiduellement le journal et parlait souvent du crime.

Un jour le lui dit : Tu nous ennuies avec ton crime d'Aix. Et il me répondit : J'ai connu le type c'était un tailleur.

Robardet interrogé, répond qu'il n'a jamais dit cela.

M. Faure, défenseur de Robardet, pose quelques questions au témoin au sujet de l'honorabilité et de la situation financière de Robardet. Le témoin répond que Robardet était considéré comme très honnête, et aussi un bon garçon. La situation était malheureuse.

Gillet Jean-Baptiste, 43 ans, témoin. Répond que Robardet lui dit un jour : « Tout de même si on trouvait les bijoux, ça nous rangerait bien ! »

Robardet nie le propos.

Desbordes Pierre, bijoutier à Lons-le-Saunier, sous le nom de Faivre, Robardet lui a proposé une montre attachée à un sautoir.

Il donne des explications assez curieuses à ce sujet et souvent ces explications soulèvent les rires ou la stupeur de la salle.

En résultat qu'il a payé 35 francs ces objets qui en valaient 5.000.

L'idée ne m'est pas venue que ni la montre ni le sautoir pouvaient avoir de la valeur intrinsèque.

Riquelot Emile, 46 ans, bijoutier à Lons-le-Saunier, réservait à Robardet, sous le nom de Pierre Bourdis, une bague avec diamant d'une valeur de 8.500 à 4.000 francs qu'il lui a payé 6 fr. 75 !

Le témoin, au milieu des rires et des exclamations de l'auditoire, donne des explications sur cette curieuse opération. Il affirme qu'il n'a retenu le bijou et en a remis un prix dérisoire à Robardet uniquement pour pouvoir se renseigner sur sa provenance.

M. le président. — Cette somme de 6 fr. 75 me paraît bien étrange. (Rires.)

Béal, horloger à Neuville. — C'est chez ce commerçant que Robardet se présenta le 31 décembre 1903 pour vendre des bijoux. M. Béal ayant reconnu des bijoux d'Eugénie Fougère donna 10 francs à Robardet qu'il connaissait et le pria de repasser.

Le lendemain, il avisait la gendarmerie et Robardet était arrêté.

Aimé Schille, 21 ans, et Eugène Besançon, bijoutiers à Lons-le-Saunier. — A ces deux témoins, Robardet proposa la vente de bijoux ou de parties de bijoux. Le premier refusa. M. Besançon lui donna deux francs d'une parcelle de chaînes en or.

Doin Just, bijoutier à Lons-le-Saunier. Robardet remit au témoin sous le nom de

Brun, pour 40.000 fr. de bijoux en lui demandant l'estimation.

Quelques jours après M. Doin avisait le commissaire de police.

L'audience est levée à onze heures et demi.

PHYSIONOMIE DE L'AUDIENCE

C'est M. Hamard, chef de la Sûreté à Paris qui ouvre la séance.

Il est bien solennel M. Hamard et vraiment qui donc pouvait soupçonner tant de pompeuse chez un fonctionnaire de son importance. M. Hamard a stupéfié tout le monde par un discours rédigé depuis longtemps et appris en chemin de fer et dont les trois quarts n'avaient qu'un rapport lointain avec le crime d'Aix-les-Bains.

On entendit ensuite M. Briottet qui, il faut bien en convenir, ne possède pas les mêmes qualités oratoires que son collègue parisien.

La déposition de Demi-Siphon, qu'on attendait avec impatience, a été une déception. Cette jeune pécheresse, au regard caustique, a bafouillé lamentablement un jecon, faisant preuve d'une timidité peu compatible avec ses habituelles occupations. Elle n'a pas encore acquis l'expérience de la Champion... Cela viendra.

Puis c'a été le défilé de témoins de minime importance, opération longue et fatigante n'apportant aucune lumière sur le drame.

Les bijoutiers jurassiens seuls ont déridé la salle. Les explications de ces hommes commerçants qui achètent si facilement des bijoux de plusieurs milliers de francs pour des sommes variant entre 6 francs et 15 francs, ont été empreintes de la plus désolante cocasserie.

On se tordait littéralement. Eux seuls cependant ne riaient point... et cela se comprend. M. le président, dans sa déception, au effet, à chaque deux, quelques points dont longtemps ils conserveront l'empreinte et qui, ma foi, étaient fort méritées.

AVANT L'AUDIENCE DU SOIR

L'animation grandit de jour en jour autour du Palais. Un public extrêmement nombreux se précipite au moment de l'ouverture des portes.

A l'arrivée des accusés, aux abords du palais, des manifestations hostiles se produisent. Le service d'ordre est important.

Quand les accusés sont introduits des cris hostiles sont poussés ; on les injurait ; on crie : « A mort la Giriat ! » Des femmes font le poing à Bassot.

On cause avec animation dans les groupes, discutant les dépositions de la veille, escomptant déjà le verdict. La déclaration de la Champion d'hier occupe surtout les assistants qui en discutent la valeur.

AUDIENCE DU SOIR

SUITE DES DÉPOSITIONS

L'audience est reprise à 2 h. 1/4. Le défilé des témoins continue.

Lalabé, dit Leroy, hôtelier à Vichy, a eu comme pensionnaire Pierrette Renaud et Bassot en 1902.

D. — Sous quel nom sont-ils descendus chez vous ?

R. — La petite (sic) se faisait appeler Marguerite Bréval.

D. — Où connaissez César Ladermann ?

R. — On.

D. — Bassot et Pierrette Renaud sont retournés chez vous en 1903 ?

R. — Oui, du 13 juin au 19 septembre.

D. — Bassot ne vous avait-il pas laissé une certaine somme en dépôt ?

R. — 500 francs, sur lesquels je lui ai rendu 350 francs, car la petite me devait 150 francs.

Le témoin dit qu'il a connu Ginestra, le croupier d'Aix-les-Bains, ami de Bassot.

Sur une demande du président, le témoin dit que Bassot fréquentait peu de monde et s'explique sur sa déposition à l'instruction au sujet de l'influence de Bassot sur les femmes.

D. — Combien Pierrette et Bassot dépendaient-ils chez vous ?

R. — Environ 20 francs par jour.

M. Berthoulioux questionne le témoin sur le caractère de Bassot. M. Leroy répond que Bassot était calme et froid.

M. le Président (au témoin). — A quelle époque Bassot vous a-t-il fait un dépôt de 500 francs ?

R. Vers le 15 du mois d'août.

Robert Trannu, hôtelier à Aix-les-Bains, trouvait au théâtre du Cercle dans la soirée du 19 septembre. Il a aperçu pendant un entr'acte Giriat et Fougère ensemble dans les coulisses. C'est chez lui également qu'est descendu Ladermann sous le nom de Charles Lambert suivant la confession qu'il en fit dans sa lettre à M. Hamard. César ajoutait que c'est au sortir de cet hôtel qu'il fut abordé par Giriat qui lui dit : Bonjour Lambert.

Giriat. — Je n'ai jamais parlé à Ladermann.

Becherat, bijoutier à Chambéry, et Formé également bijoutier à Chambéry, experts désignés par la justice procédant à l'examen et à l'évaluation des bijoux.

Voici d'abord un collier de perles fines que Fougère portait au cou dans la soirée du 19 septembre au Cercle et qui se rompit. On l'estime à 4.000 francs ; voici un autre collier en corail 1.500 francs ; un tour de cou composé de 675 perles 2.000 ; un bracelet émeraude et brillants 3.500, etc., etc.

L'opération de l'expertise se continue durant une heure environ. L'ensemble est évalué à 50.000 francs environ, valeur marchande.

M. l'avocat général donne lecture de la déposition de M. Delussus, journaliste à Paris, qui n'a pu se rendre à l'audience.

Dans sa déclaration ce témoin déclare considérer Bassot comme un rastaquouère et il va dans un état de Paris exhibant une liasse de billets de banque.

Le témoin Perlet de Bourbonne, rentier à Paris, n'a pu se présenter lui aussi à l'audience. Lecture est donnée de sa déposition.

M. Ferlet de Bourbonne connaissait Fougère et l'a rencontrée en septembre 1903 au Cercle d'Aix-les-Bains. Il a accompagné plusieurs fois Fougère et Giriat jusqu'à la villa de Soins à leur sortie du Cercle. Un soir il remarqua trois hommes qui paraissaient s'intéresser vivement à la rentrée des deux femmes. Il recommanda à Giriat de bien veiller à ce que les portes soient hermétiquement fermées. Dans la nuit du 19 au 20 septembre, le témoin accompagna encore les deux femmes jusqu'à la villa, il ne remarqua rien de particulier.

On donne enfin lecture de la déposition de M. de Tresserre, propriétaire à Valbauris, qui a employé Bassot, sur lequel il donne des renseignements favorables.

M. l'avocat général lit encore la déclaration du témoin Ziletti, tailleur à Marseille, qui a connu Ladermann et l'a rencontré plusieurs fois avec Bassot.

L'audience est suspendue durant un quart d'heure.

LE RÉQUISITOIRE

A la reprise de l'audience la parole est donnée à M. Gensoul, procureur général pour prononcer son réquisitoire.

Le ministère public constate d'abord l'énorme émotion soulevée dans la France entière par le double assassinat d'Aix-les-Bains.

Dès que le parquet de Chambéry connut le crime il ouvrit une information. Cette information fut violemment critiquée et M. le procureur général crut devoir déclarer que tout le monde a fait son devoir.

M. Gensoul refait l'histoire de la découverte du crime, rappelle les dépositions des témoins et à ce propos déclare qu'il a aussi le regret de critiquer assez vivement certaines constatations faites par M. le docteur Causse.

Le résultat de l'information a complètement démenti ces constatations sur lesquelles nous ne reviendrons pas. Disons seulement qu'il est quelquefois dangereux de confier de son vivant, son corps à un médecin, il est également dangereux, souvent de lui confier après sa mort.

Le procureur général continue :

La première impression de la justice et de la police fut que le crime avait été commis par des professionnels. On se trompait. L'auteur en était un simple ouvrier tailleur.

Le réquisitoire rappelle ensuite les révélations de la fille Champion, et les péripéties de l'enquête, et arrive à l'arrestation de Renaud, pincé chez la fille Pierrette Bassot aux crochets de laquelle il vivait. Bassot est un souteneur.

Puis l'histoire de Ladermann, le malheureux dont il raconte la fin lamentable, et de Robardet « qui semble un étranger ici ».

Après cet exposé de faits, l'avocat général dit qu'il veut démontrer qu'un complot existait depuis un an entre Giriat, Bassot et Ladermann.

Bassot conçut donc, dès 1902, l'idée de voler Fougère et pour cela il lui fallait se servir de Giriat, cette femme connue à Lyon par plusieurs générations.

Un témoin a déclaré qu'en janvier 1902 des individus l'ayant vu avec Fougère à Vichy, lui proposèrent de la dévaliser.

Quand avait pu inspirer cette idée à Giriat, si ce n'est celui qui avait une si grande influence sur elle, Bassot dont elle était, de son aveu même, si follement amoureuse.

Le réquisitoire est dur pour la fille Champion, « cette femme qui, dans l'affaire, a joué un rôle qui ressemble bien à celui d'une complice ».

Puis l'avocat général revient à Bassot dont il définit le rôle et qui eut, dit-il, dans le double crime, la plus lourde responsabilité (Sensation).

Giriat et César ont agi de concert. Ils sont entrés ensemble dans la villa à onze heures et ensemble ils ont étranglé Lucie Maire, puis, plus tard tous deux également ont assassiné Eugénie Fougère.

Examinant le rôle de chacun des accusés, l'avocat général exprime l'idée que Bassot aurait bien pu être l'inspirateur du suicide de César Ladermann, pour se débarrasser d'un complice.

Ladermann avant de mourir n'a pas dit toute la vérité, chez lui, l'orgueil a été plus fort que la mort.

En ce qui concerne la Giriat, le réquisitoire dit qu'il est inadmissible qu'elle ait commis le crime toute seule.

Elle eut un complice dans l'exécution, Ladermann, et leur degré de responsabilité est égale.

L'avocat général fait un tableau du passé de Bassot et montre ce dernier vivant acceptant le jeu et de la prostitution de sa maîtresse.

Bassot poursuivi pour complicité par instruction, est aussi coupable que Giriat et César Ladermann.

Bassot a contre lui les accusations de la Giriat, celles de Ladermann, ses dépeches à César et ses entrevues avec lui à Paris.

Le procureur s'écrit :

Je suis tellement convaincu de la culpabilité et de la responsabilité de Bassot que je ne voudrais pas voir la Giriat condamnée seule et Bassot sortir d'ici intact. (Sensation). La Giriat est coupable, mais elle a agi sous l'influence de sa passion pour Bassot.

Giriat, à ce moment, pleure.

Tous deux sont également criminels et méritent un égal châtiment. (Mouvements divers.)

La Giriat sanglote ; Bassot semble très nerveux ; il serre les poings.

L'audience est levée à 6 h. 1/2.

Après l'Audience

Voici le réquisitoire terminé ; le dénouement approche ; les accusés semblent perdre un peu de leur assurance des premiers jours.

Le réquisitoire a produit une certaine impression sur les jurés. Il a été correct et froid, telle est l'opinion générale.

Le procureur général a cru devoir, en débutant, rendre responsables la presse lyonnaise et les insinuations de la police lyonnaise du suicide de Ladermann. C'est l'erreur la plus grave.

Voici d'abord un collier de perles fines que Fougère portait au cou dans la soirée du 19 septembre au Cercle et qui se rompit. On l'estime à 4.000 francs ; voici un autre collier en corail 1.500 francs ; un tour de cou composé de 675 perles 2.000 ; un bracelet émeraude et brillants 3.500, etc., etc.

L'effet produit a été plutôt malheureux. Nous n'avons pas à défendre ici la police lyonnaise, mais il faut reconnaître qu'elle fut autrement habile que la police parisienne.

A la sortie, une foule nombreuse s'est massée derrière la voiture des accusés et devant la prison.

Quelques cris de : « A mort ! » sont poussés.

On pense que le verdict sera rendu demain, s'il n'y a point d'incident nouveau.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Paris, 3 juin.

La séance est ouverte à 2 h. 45, sous la présidence de M. Brisson.

M. Hubbard dépose une proposition de résolution invitant le gouvernement à prendre des mesures pour faciliter aux membres du Parlement les moyens de prendre part à la conférence internationale interparlementaire de Saint-Louis, convoquée par le congrès américain.

L'urgence et le renvoi à la commission du budget sont ordonnés.

La Chambre adopte par 510 voix contre 20 et sans discussion, l'exonération des sucres employés en brasserie.

Le projet exemptant d'impôt les sucres employés à l'alimentation du bétail est également adopté par 542 voix contre 7.

L'INTERNATIONALISME A L'ÉCOLE. — INTERPELLATION GROSGEAN

L'ordre du jour appelle l'interpellation de M. Grosjean sur la distribution faite à ses élèves par un instituteur de Morlaix, de l'histoire de M. Hervé.

patriotiques et collectivistes et qui excuse les attentats anarchistes.

M. Grosjean. — Or ce livre est recommandé dans plusieurs écoles d'autres départements, notamment de Paris et de la Seine. Par contre d'autres livres sont exclus parce qu'ils expriment des idées militaristes et patriotiques. On qualifie d'empoisonneurs Charles Duport, Paul Bert, Challemeil pour avoir exalté l'idée de patrie.

M. Grosjean attaque ensuite les amicales d'instituteurs comme faisant de la politique. (Très bien, très bien.)

M. Grosjean. — On ne peut tolérer une propagande antipatriotique. (Très bien à droite et au centre.) Il ne faut pas qu'on puisse tenir au parlement un langage et qu'on en tienne un tout différent au dehors pour les Bourses de travail.

L'orateur dénonce plusieurs instituteurs de Paris comme professant des opinions collectivistes et antipatriotiques. (Mouvements divers.)

M. Grosjean. — Il est déplorable que nous soyons obligés de défendre notre nationalité contre nos propres instituteurs. (Applaudissements à droite et au centre, violentes protestations à l'extrême gauche.)

M. Constans. — C'est une honte gratuite que vous adressez à nos instituteurs et que l'on devrait réprimer. (Applaudissements à gauche, bruit à droite.)

On n'entend plus rien tellement le bruit est intense.

DISCOURS DE M. BUSSON

M. Ferdinand Buisson reproche à M. Grosjean d'avoir fait un procès de tendances. Mais l'expression, dit-il, a dû certainement dépasser sa pensée quand il demandait de défendre la Patrie contre les instituteurs. (Applaudissements à gauche.)

M. Buisson fait l'histoire de la législation réglementant la question des livres. Cette revue rétrospective intéresse peu.

M. Buisson. — Il n'est pas possible de porter un jugement basé sur une cinquantaine de morceaux découpés dans divers ouvrages. (Mouvements divers.) Le ministre n'a pas le droit de dire qu'un livre n'est imposé un autre aux instituteurs.

M. Buisson demande à ce qu'on ne revienne pas sur la législation en vigueur. Il prend alors la défense des instituteurs attaqués par M. Grosjean et justement qualifiés par lui d'antipatriotes. Il termine en demandant au ministre de maintenir le régime de liberté actuel et de donner aux instituteurs la marque de confiance qu'ils méritent. (Applaudissements à gauche.)

DISCOURS DE M. GAUTHIER DE CLAGNY

M. Gauthier de Clagny demande si le ministre peut laisser faire, dans les rangs des instituteurs, une propagande comme celle-ci.

M. Gauthier de Clagny. — Pour M. Buisson les maîtres ont le droit de tout enseigner à leurs élèves, ils ne relèvent que de leur conscience.

Il est impossible pour une nation de vivre, si les maîtres peuvent mettre entre les mains des élèves des livres qui détruiraient l'idée même de patrie. (Applaudissements à droite et au centre.)

Les socialistes font leur propagande dans des écoles primaires, afin d'attirer à eux toutes les forces de la démocratie.

Il dénonce la revue de l'enseignement primaire supérieur comme propagandant des doctrines subversives. Il lit un article publié dans un journal allemand, sous la signature d'un français qui exprimait des idées internationalistes. Il lit encore une citation de Paul Bert disant que l'éducation militaire est le meilleur moyen de maintenir le niveau moral.

M. Gauthier de Clagny. — Je demande au gouvernement qu'il empêche ces doctrines de se faire jour, mais de les désavouer, de peur que les instituteurs ne croient en les propagant de lui faire un plaisir. (Applaudissements à droite et au centre.)

M. Gauthier de Clagny. — C'est uniquement parce que, parlant avec mon cœur, je trouve un écho dans tous les rangs. (Applaudissements à droite et au centre.) Nous avons le droit de montrer nos doctrines et de demander au ministre de les désavouer, surtout quand on les enseigne à des enfants qui ne peuvent distinguer le faux du vrai. (Applaudissements à droite et au centre.)

M. Gauthier de Clagny. — J'invite le ministre à dire si croit que l'on doit enseigner aux enfants l'amour de la patrie ou leur faire professer des doctrines antipatriotiques. Mais je sais votre réponse, car n'avez-vous pas déclaré qu'un qui développait ces théories ? (Applaudissements à droite et au centre.)

RÉPONSE DE M. CHAUMIÉ

M. Chaumié, ministre de l'Instruction publique. — Jamais le livre d'histoire n'a été distribué dans les écoles. D'ailleurs, la liste des livres est donnée par les instituteurs et approuvée par le conseil départemental et le recteur de l'académie. J'interdis que les livres contraires aux institutions ou aux lois, mais je ne puis interdire moi-même ces livres. Pour qu'un livre soit soumis à l'examen préalable du conseil supérieur, il faut qu'il ait été adressé au ministre des études, sinon on tomberait dans l'inquisition. (Applaudissements.) Si le livre d'histoire avait été trouvé dans une école, immédiatement je l'aurais adressé au conseil supérieur. (Applaudissements à droite.)

Le ministre fait ensuite la critique de ce livre.

M. Chaumié. — Quant à l'instituteur, le ministre n'admet pas que l'on ne puisse avoir toute liberté. On ne saurait cependant empêcher de s'occuper des questions qui intéressent le pays, ce qui ne pourrait qu'être nuisible au bien public. (Applaudissements.)

La discussion est close.

LES ORDRES DU JOUR

M. Brisson a reçu sept ordres du jour de MM. Grosjean, Buisson, Lasies, P. Constans, Barthe, Beauregard et Etienne. Ce dernier est ainsi conçu : « La Chambre, approuvant les déclarations du gouvernement et repoussant toute addition, etc. »

